

L'an deux mil dix, le quatorze juin, à vingt-et-une heures, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents :

Mmes et MM. Sophie MÉTADIER, Michelle COURNARIE, Philippe MÉREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Michelle GRATADE, Pascal BEAUSSIER, Joël ANTIER, Fabrice DAVOIGNEAU, Jean-Claude DUPAS, Jérôme TARNIER, Monique GUÉRY, Michèle VILLATTE.

Absents excusés :

Mmes et M. Raymonde VÉQUAUD (pouvoir à Georgette BARRAULT), Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Michèle VILLATTE), Frédéric DUPUIS (pouvoir à Michelle COURNARIE).

Absents :

Mme et MM. Dominique MACÉ, Estelle PATOZ, Olivier PIQUEUX.

Mme. Michèle GRATADE est élue secrétaire.

Mme le Maire et M. Philippe Méreau, appelés pour une urgence par la Gendarmerie, se sont absentés du Conseil de 21h30 à 22h15.

DEMANDE DE SUBVENTION POUR LES CHEMINS TOURISTIQUES

Mme Michelle Cournarie rappelle au Conseil Municipal qu'il a décidé lors de sa séance du 3 novembre 2008 de créer un circuit touristique "les chemins du Faucon Noir" à Beaulieu.

Elle explique qu'une demande de subvention, auprès du Pays Touraine Côté Sud avait été faite dans le cadre du programme Leader 2007-2013. Ce projet ne s'inscrit pas dans le cadre des programmes de subvention Leader.

La région est sollicitée dans le cadre du Contrat de Pays géré par le Pays Touraine Côté Sud.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de solliciter une subvention du Conseil Régional du Centre dans le cadre du Contrat de Pays géré par le Pays Touraine Côté Sud.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DEVENIR DE LA POSTE

Mme Michelle Cournarie rappelle au Conseil Municipal qu'une réunion en date du 19 mai 2010 a été organisée avec la Direction de l'Enseigne Touraine Berry Territoire Postal (DETBTP) de Loches et M. Dominique Maes, architecte, afin de déterminer les travaux nécessaires dans le bureau de Poste suite aux travaux d'aménagement d'une bibliothèque adjacente à celui-ci.

Les représentants de la DETBTP ont proposé de profiter de ces travaux pour aménager une Agence Postale Communale (APC) sur le site.

L' article 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et l'article 30 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations prévoient respectivement que "les collectivités locales peuvent apporter par convention leur concours au fonctionnement des services publics par la mise à disposition de locaux ou par la mise la mise à disposition de personnels" et qu'"une convention peut être conclue par une personne morale chargée d'une mission de service public avec l'État, une collectivité territoriale ou une autre personne morale chargée d'une mission de service public afin de maintenir la présence d'un service public de proximité".

Un nouveau protocole d'accord a été conclu entre la Poste et l'Association des Maires de France (AMF), signé le 28 avril 2005, visant à maintenir une présence postale sur l'ensemble du territoire. Cet accord a

notamment été facilité grâce à une significative revalorisation de l'indemnité versée par la Poste aux collectivités qui s'engagent dans cette démarche.

Ces conventions traitent des obligations respectives des communes ou de leurs groupements et de celles de la Poste. Elles précisent également les modalités de fonctionnement des agences postales communales ou intercommunales ainsi que les conditions dans lesquelles elles sont financées.

Mme Vincent, Mme Aymard-Cezac et M. Cochet, de la Poste, sont venus présenter le dispositif lors d'une réunion se tenant juste avant le conseil municipal de ce jour.

Mme Michelle Cournarie rappelle le fonctionnement d'une Agence Postale Communale :

- Ouverture au public au minimum 15 heures par semaine, mais possibilité pour la Commune d'ouvrir sur une plage horaire plus importante.
- Versement d'une indemnité compensatrice forfaitaire mensuelle selon barème (962 € par mois en 2010 pour Beaulieu-lès-Loches).
- La commune recrute le gérant (qui peut être un agent communal), sa formation est prise en charge par la Poste.
- Pour l'aménagement du bureau une aide financière est versée par la Poste.
- Le matériel informatique, le mobilier, le coffre, l'alarme et la signalétique sont fournis par la Poste.
- Une convention doit être signée.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Donne son accord sur le principe de migration du Bureau de Poste en Agence Postale Communale avec une ouverture de base de 22 heures minimum par semaine (ce qui correspond au nombre d'heures d'ouverture actuelles), sachant que l'indemnité compensatrice forfaitaire mensuelle basée selon le barème serait de 962 € par mois en 2010 pour Beaulieu-lès-Loches.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce projet.

DEMANDES DE SUBVENTIONS POUR LA BIBLIOTHÈQUE

Mme Michelle Cournarie rappelle au Conseil Municipal qu'il a décidé en date du 15 mars 2010 de restaurer le bâtiment de l'ancien logement de La Poste et les bâtiments annexes afin d'y installer une bibliothèque et un logement.

Mme Michelle Cournarie propose de déposer des dossiers de demandes de subventions pour l'aménagement de la bibliothèque et de l'espace public extérieur, et pour l'achat du mobilier et du matériel informatique nécessaires au fonctionnement de la bibliothèque, selon le plan de financement ci-dessous :

TRAVAUX BIBLIOTHÈQUE Première Tranche

DESIGNATION	DEPENSES T.T.C.	DEPENSES H.T.	RECETTES
Travaux d'aménagement	203 056,88 €	169 780,00 €	
Honoraires architecte	16 244,55 €	13 582,40 €	
Honoraires SPS	2 030,57 €	1 697,80 €	
Frais annexes	6 091,71 €	5 093,40 €	
DRAC (35%)			66 553,76 €
Conseil Général (25%)			47 538,40 €
La Poste			10 000,00 €
Commune			103 331,55 €
TOTAL	227 423,71 €	190 153,60 €	227 423,71 €

TRAVAUX BIBLIOTHÈQUE
Seconde Tranche

DESIGNATION	DEPENSES T.T.C.	DEPENSES H.T.	RECETTES
Travaux d'aménagement	46 751,64 €	39 090,00 €	
Honoraires architecte	3 740,13 €	3 127,20 €	
Honoraires SPS	467,52 €	390,90 €	
Frais annexes	1 402,55 €	1 172,70 €	
DRAC (35%)			15 323,28 €
Conseil Général (25%)			10 945,20 €
La Poste			0,00 €
Commune			26 093,36 €
TOTAL	52 361,84 €	43 780,80 €	52 361,84 €

**TRAVAUX ESPACE PUBLIC
EXTERIEUR**

DESIGNATION	DEPENSES T.T.C.	DEPENSES H.T.	RECETTES
Travaux d'aménagement	44 242,43 €	36 992,00 €	
Honoraires architecte	3 539,39 €	2 959,36 €	
Honoraires SPS	442,42 €	369,92 €	
Frais annexes	1 327,27 €	1 109,76 €	
Conseil Régional Cœur de village 40%			16 572,42 €
DRAC 20%			8 286.21 €
Conseil Général 20%			8 286.21 €
La Poste			0,00 €
Commune			16 406.69 €
TOTAL	49 551,52 €	41 431,04 €	49 551,52 €

**TRAVAUX BIBLIOTHÈQUE ET
ESPACE PUBLIC EXTERIEUR**
récapitulatif

DESIGNATION	DEPENSES T.T.C.	DEPENSES H.T.	RECETTES
Travaux d'aménagement	294 050,95 €	245 862,00 €	
Honoraires architecte	23 524,08 €	19 668,96 €	
Honoraires SPS	2 940,51 €	2 458,62 €	
Frais annexes	8 821,53 €	7 375,86 €	
Conseil Régional Cœur de village			16 572,42 €
DRAC			90 163.25 €
Conseil Général			66 769.81 €
La Poste			10 000,00 €
Commune			145 831.59 €
TOTAL	329 337,07 €	275 365,44 €	329 337,07 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de solliciter des subventions auprès du Conseil Général d'Indre-et-Loire, du Conseil Régional du Centre, de la DRAC et de La Poste, selon le plan de financement ci dessus.

- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

ASTER : REMBOURSEMENTS D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES

M. Yves BANDEVILLE explique au Conseil Municipal que la société ASTER Assurances a adressé à la mairie 2 chèques en remboursement des indemnités journalières d'accidents de travail et de maladie de plusieurs employés communaux sur les périodes suivantes : du 29 septembre 2008 au 8 octobre 2008, du 8 janvier 2010 au 8 février 2010 et du 25 janvier 2010 au 31 janvier 2010. L'un s'élève à 809,91 € et l'autre à 926,83 € soit au total 1 736,74 €.

M. Yves BANDEVILLE propose au Conseil Municipal d'accepter ces remboursements.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'accepter, après vérification, la somme totale de 1 736,74 € d'ASTER Assurances pour le remboursement des indemnités journalières des employés communaux.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

APPEL D'OFFRE DE LA CANTINE : CHOIX DE L'ENTREPRISE

Mme Michelle Cournarie rappelle au Conseil Municipal que lors de sa séance du 15 mars 2010 il avait décidé de créer un groupement de commandes avec la Mairie de Ferrière-sur-Beaulieu en vue de la fourniture des repas de cantine.

La procédure d'appel d'offres a été lancée le 30 mars 2010, l'ouverture des plis a eu lieu le 3 juin et le choix de l'entreprise a été réalisé par la commission d'appel d'offres le 10 juin 2010.

Cinq entreprises ont répondu : Poitou Resto, 7000 SET MEAL, ANSAMBLE, le CAT Les Tissandiers et Les Toques Régionales.

La commission d'appel d'offres intercommunale créée à cet effet retient l'entreprise "Les Toques Régionales".

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'accepter la proposition de la commission d'appel d'offres, soit de retenir l'entreprise "Les Toques Régionales" pour la fourniture de repas pour le service de restauration scolaire, en regroupement avec la mairie de Ferrière-sur-Beaulieu.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

APPEL D'OFFRES POUR LES TRAVAUX DE VOIRIE : CHOIX DE L'ENTREPRISE

Mme Michelle Cournarie explique au Conseil Municipal qu'un certain nombre de réparations de voirie sont nécessaires sur le territoire de la Commune. Une consultation a été lancée le 27 mai 2010 auprès des entreprises COLAS, VERNAT et EIFFAGE.

La commission de voirie, réunie le 14 juin 2010, a étudié les offres des trois entreprises. La commission de voirie propose au Conseil Municipal de retenir l'entreprise EIFFAGE.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'accepter la proposition de la commission de voirie et de retenir l'entreprise EIFFAGE pour la remise en état des voiries communales, programme 2010.
- Autorise Mme le Maire à négocier avec l'entreprise EIFFAGE et à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

SERVITUDE DE PASSAGE D'EAUX PLUVIALES

Mme Michelle Cournarie rappelle au Conseil Municipal que les eaux pluviales du bas de la rue Naudin et de la rue Bazile se déversent dans un fossé situé sur un terrain privé cadastré AD 57 et 58. Il traverse ensuite la rue Georges Patry et le terrain privé cadastré AD 103 et 327 pour se déverser dans le canal. Il y a environ une dizaine d'années une partie de ce fossé avait été busé par la commune. En début d'année les employés communaux ont fini de buser l'intégralité du fossé.

A la suite de ces travaux, il paraît nécessaire de rédiger un acte administratif pour les parcelles AD 57 et 58, et une convention pour les parcelles AD 103 et 327 (la succession n'étant pas terminée), entre les propriétaires et la commune afin de déterminer une servitude de passage.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de rédiger un acte administratif pour les parcelles AD 57 et 58 et une convention pour les parcelles AD 103 et 327 entre les propriétaires et la commune afin de déterminer une servitude de passage.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR 2009 D'ErDF

Mme Michelle Cournarie informe le Conseil Municipal que la commune a reçu de "ErDF" un chèque de 6750,17 € au titre de la redevance d'occupation du domaine public pour 2009.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'accepter la redevance d'occupation du domaine public par ErDF d'un montant de 6750,17 € pour 2009
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

PARTICIPATION FINANCIÈRE POUR DU MATÉRIEL DE VOIRIE

Mme Michelle Cournarie explique au Conseil Municipal que depuis juillet 2009, les communes de Loches et de Beaulieu ainsi que le service territorial d'aménagement du Conseil Général se sont réunis plusieurs fois afin de travailler sur la mise en place d'un circuit de circulation pour les plus de 3t5 afin qu'ils ne traversent plus l'agglomération, en transit.

La commune de Loches a réalisé un plan de circulation et une répartition financière du coût des panneaux à installer. La part de Beaulieu est de 891,50 € HT.

Certains des panneaux déviant les véhicules du centre de Beaulieu se situent sur la commune de Ferrière-sur-Beaulieu. Le montant de la participation de Ferrière serait de 1 160,48 € HT. La commission des adjoints propose que la commune de Beaulieu prenne en charge une partie la participation de Ferrière, cette déviation concernant peu la commune de Ferrière-sur-Beaulieu. Par mail en date du 11 juin, monsieur SABARD, Maire de Ferrière, a transmis l'accord de son conseil municipal pour la prise en charge d'un panneau à 221,63 € HT et demande à Beaulieu de financer le panneau à 938,85 € H.T situé sur sa commune.

La participation financière de Beaulieu est donc au total de 1 830,35 € HT.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Donne son accord pour l'achat des panneaux du circuit de déviation pour les plus de 3t5 d'un montant de 891,50 € H.T soit 1 066,23 € TTC.
- Décide de prendre en charge partiellement la participation financière de Ferrière-sur-Beaulieu pour un montant de 938,85 € H.T soit 1 122,87 € TTC.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

LA DEVINIÈRE

Mme Michelle Cournarie rappelle au Conseil Municipal que par acte notarié en date du 4 octobre 1983 la Commune avait reçu en legs l'immeuble sis 3 mail du Donjon à Loches, appelé La Devinière, parcelles cadastrées section AW n°185 d'une superficie de 585 m² et section AW n° 183 pour 813 m². Par délibération en date du 13 juin 1983, le Conseil Municipal avait accepté ce legs.

Le testament authentique stipulait comme conditions à ce legs particulier :

- L'interdiction faite à la Commune donataire de vendre cette maison, sa location étant autorisée,
- La conservation de la disposition du jardin
- La pose au dessus de la porte extérieure de la maison une plaque indiquant "don de Monsieur et Madame Laumonier à la Commune de Beaulieu-lès-Loches".
- L'entretien de la tombe des époux Laumonier au cimetière de Beaulieu-lès-Loches.

L'entretien de la tombe est exécuté régulièrement et une plaque au dessus de la porte de la maison a été installée.

Depuis 1983, La Devinière était en location. D'importants travaux sont nécessaires pour permettre la continuité de la mise en location et le montant des loyers ne suffit pas au paiement de ces investissements.

Par délibération en date du 6 avril 2009, le Conseil Municipal a décidé de demander la levée de la clause d'interdiction de vendre et de confier ce dossier à Maître Vizerie-Rollet.

Notre requête a été examinée par le tribunal de Grande Instance de Tours par jugement rendu le 20 mai 2010. Le Tribunal de Grande Instance a annulé la clause d'inaliénabilité assortissant le legs.

Mme Michelle Cournarie propose au Conseil Municipal de vendre La Devinière à l'amiable à compter du 21 juin 2010.

Par courrier en date du 16 mars 2010 le service départemental des domaines, à notre demande, a estimé l'immeuble au prix de 450 000 €.

Mme Michelle Cournarie propose au Conseil Municipal le cahier des charges annexé.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à 13 voix pour et une abstention

- Décide de vendre à l'amiable La Devinière à compter du 21 juin 2010 pour le prix de 700 000 € minimum.
- Accepte le cahier des charges annexé.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL D'UN AGENT

Mme Michelle Cournarie explique au Conseil Municipal qu'une ATSEM à l'école maternelle, prendra sa retraite en février 2011. Un Adjoint Technique Territorial s'est proposé pour remplacer l'ATSEM dans ces fonctions. La commission du personnel, réunie le 10 mai 2010, a retenu cette proposition.

Toutefois, l'Adjoint Technique Territorial qui travaille actuellement à temps partiel 28 h par semaine, a adressé un courrier à Madame le Maire afin d'augmenter son temps de travail à partir du départ en retraite de l'ATSEM.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'augmenter le temps de travail de l'Adjoint Technique Territorial à 35 h par semaine, à compter de la date de départ en retraite de l'ATSEM.
- Autorise Mme le Maire à modifier le tableau des effectifs du personnel communal en conséquence.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à la suite du dossier.

RESTAURATION CADASTRE NAPOLEONNIEN ET PLAN DE L'ÉGLISE ABBATIALE

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la Commune possède un cadastre "Napoléonien" en mauvais état et qu'il est nécessaire de le faire restaurer.

Le Conseil Général, dans le cadre des Archives Départementales pourrait participer financièrement à la restauration à hauteur de 60 %, ainsi qu'au choix de l'entreprise.

Deux entreprises ont été contactées :

- Ateliers Quillet : devis de 760,66 € TTC + 249,82 € TTC pour faire restaurer la reliure.
- Ateliers du Patrimoine : devis de 1 680,44 € TTC à l'identique ou 1 034,60 € TTC sous des pochettes.

D'autre part, il a été retrouvé dans l'église abbatiale un ancien plan de l'église qui mériterait d'être restauré. Les Ateliers Quillet ont fait un devis de 104,05 € TTC et les Ateliers du Patrimoine de 214,74 € TTC.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de faire restaurer le cadastre "Napoléonien" et le plan de l'église
- Décide de solliciter le Conseil Général d'Indre-et-Loire, les Archives Départementales et la DRAC pour une aide financière et technique.
- Autorise Mme le Maire ou Mme Cournarie, adjointe, à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

INFORMATIONS

- Mardi 15 juin : Réunion publique sur la ZPPAUP à 20h.
- Mercredi 16 juin : Première noctambule. Elles auront lieu tous les mercredis soirs jusqu'au 15 septembre.
- Vendredi 18 juin : Yves Bandeville représentera Beaulieu-lès-Loches lors de la commémoration de l'appel du 18 juin à Loches, à 18h. Les élus sont invités à participer à cette manifestation.
- Vendredi 18 juin : Assemblée Générale de l'association Doni-Doni. Mmes Sophie Métadier et Michelle Cournarie iront.
- Rappel sur les inscriptions pour l'Assemblée Générale des Beaulieu de France qui ont lieu le 23 et 24 octobre 2010 à Beaulieu sur Dordogne. En 2011, l'Assemblée Générale aura lieu, les 10 et 11 septembre à Beaulieu-lès-Loches.
- Depuis cette année, des visites en calèche partiront de Beaulieu le mercredi matin à 11h.

La séance est close à 22h30.